

34 session Conseil des droits de l'Homme

Point 10 : Assistance technique et renforcement des capacités

Dialogue interactif avec l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République Centrafricaine

21 mars 2017

Orateur : Daniel Hirschi

Monsieur le Président,

L'Alliance Evangélique Mondiale et Caritas Internationalis¹ soutiennent les efforts des leaders chrétiens et musulmans de Centrafrique pour promouvoir une paix durable et un dialogue authentique. Leurs efforts ont contribué à apporter des résultats tangibles, même si la situation dans le pays reste très fragile et volatile. Mais l'espoir est permis, comme l'a souligné M. Makhtar Diop, Vice-Président de la Banque mondiale pour l'Afrique à Bruxelles en novembre 2016: « *avec la volonté politique et une bonne coordination avec les partenaires, la République centrafricaine peut devenir un cas exemplaire en terme de reconstruction post-conflit.* »

Toutefois, comme l'a justement souligné l'Experte indépendante lors de la 33^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme, « la République centrafricaine doit rénover son contrat social et promouvoir le vivre ensemble. » C'est aussi dans ce sens que la Conférence Episcopale Centrafricaine a appelé la classe politique à faire preuve de responsabilité, à préserver l'unité nationale et à conduire le pays vers la sécurité pour le bien-être et le développement de tous, notamment des plus vulnérables.

Monsieur le Président,

Un tel processus de reconstruction repose fortement sur la capacité de l'Etat à assurer la protection de ses citoyens. Pourtant, malgré la présence de la MINUSCA, l'insécurité reste forte dans l'ensemble du pays et la population civile en fait les frais. L'établissement à moyen terme d'une armée nationale efficace, bien formée et qui bénéficie de la pleine *confiance* de la population est indispensable. Pour cela, il est nécessaire que les Forces armées centrafricaine (FACA) soient dotées des ressources, des compétences et d'une composition représentative de la population, afin de prendre le flambeau d'une MINUSCA qui a perdu beaucoup de son crédit en RCA.

Dès lors, nous appelons la communauté internationale :

- à intensifier davantage ses engagements avec des moyens financiers et logistiques correspondant aux besoins de redressement du pays ;
- à accompagner les organisations de la société civile dans leur engagement pour la réconciliation, le respect des droits humains et la formation civique des citoyens ;

¹ La présente intervention a été préparée en consultation avec les membres de la *Plateforme des Confessions Religieuses* de Centrafrique.

- à œuvrer le plus rapidement possible pour la formation et la réhabilitation d'une armée nationale professionnelle.

Je vous remercie, Monsieur le Président.